

Session de Wiesbaden - 1975

Le problème intertemporel en droit international public

(Onzième Commission, Rapporteur : M. Max Sorensen)

(Le texte français fait foi. Le texte anglais est une traduction.)

L'Institut de Droit international,

Considérant que le problème intertemporel général, dans l'ordre juridique international comme en droit national, concerne la délimitation du domaine d'application des normes dans le temps ;

Considérant le besoin de favoriser l'évolution de l'ordre juridique international tout en sauvegardant le principe de la sécurité juridique, élément essentiel de tout système de droit ;

Considérant que toute solution d'un problème intertemporel dans le domaine international doit tenir compte de ce double impératif de l'évolution et de la sécurité ;

Considérant qu'un problème comparable se pose quand une règle se réfère à une notion dont la portée ou la signification a varié dans le temps,

Adopte la présente Résolution :

1. A défaut d'une indication en sens contraire, le domaine d'application dans le temps d'une norme de droit international public est déterminé conformément au principe général de droit, d'après lequel tout fait, tout acte et toute situation doivent être appréciés à la lumière des règles de droit qui en sont contemporaines.

2. En application de ce principe :

a) toute règle qui vise un fait instantané s'applique aux faits qui se produisent pendant que la règle est en vigueur ;

b) toute règle qui vise la répétition ou la succession de faits identiques s'applique alors même que l'un ou certains d'entre eux seulement se produiraient après l'entrée en vigueur de la règle ;

- c) toute règle qui vise une situation de fait s'applique aux situations existant pendant que la règle est en vigueur, même si elles ont été établies antérieurement ;
- d) toute règle qui vise une certaine période, ou l'existence d'une situation pendant une certaine durée, s'applique aux seules périodes dont les dates initiales et terminales se situent dans le temps pendant lequel la règle est en vigueur ;
- e) toute règle qui vise le terme d'une période s'applique aux cas où la période est arrivée à expiration à un moment où la règle est en vigueur ;
- f) toute règle qui vise le caractère licite ou illicite d'un acte juridique ou les conditions de sa validité s'applique aux actes accomplis pendant que la règle est en vigueur ;
- g) toute règle qui vise les effets continus d'un acte juridique s'applique aux effets produits pendant que la règle est en vigueur, alors même que l'acte aurait été accompli avant l'entrée en vigueur de la règle ;
- h) toute règle qui vise le contenu d'un statut juridique s'applique alors même que le statut aurait été établi ou acquis avant l'entrée en vigueur de la règle.

3. Les Etats ou autres sujets de droit international ont toutefois la faculté de déterminer d'un commun accord le domaine d'application des normes dans le temps en dérogation aux règles énoncées aux paragraphes 1 et 2, sous réserve d'une norme impérative de droit international limitant cette faculté.

La présente disposition est sans préjudice des obligations qui pourraient résulter, pour les parties contractantes, des traités antérieurs auxquels elles sont parties et aux dispositions desquels elles ne pourraient pas déroger même d'un commun accord.

4. Lorsqu'une disposition conventionnelle se réfère à une notion juridique ou autre sans la définir, il convient de recourir aux méthodes habituelles d'interprétation pour déterminer si cette notion doit être comprise dans son acception au moment de l'établissement de la disposition ou dans son acception au moment de l'application. Toute interprétation d'un traité doit prendre en considération l'ensemble des règles pertinentes de droit international applicables entre les parties au moment de l'application.

5. Reste réservée la solution des problèmes intertemporels qui se posent dans le cadre des organisations internationales.

6. Il est désirable, en vue d'éliminer les causes d'incertitude et de contestation, que soient incluses dans tout instrument international des dispositions expresses, indiquant la solution qu'il convient de donner aux problèmes intertemporels que pourrait soulever son application.

*

(11 août 1975)